

D 862 NICARAGUA: LA RAISON D'ÉGLISE

Le texte que nous publions aujourd'hui est un document de travail à usage réservé et destiné à la préparation du voyage du pape au Nicaragua en mars dernier.

Elaboré en fin 1982, ce document était à destination, sinon du pape lui-même, du moins de ses conseillers pour ce voyage. Nous n'en connaissons pas l'auteur, mais l'étude du texte montre que le rédacteur est un homme d'Eglise spécialiste du marxisme, doué d'un esprit de synthèse remarquable et animé d'un sens politique des plus aigus.

On se souvient de l'onde de choc provoquée par le passage du pape au Nicaragua (cf. DIAL D 848); les journalistes coutumiers des voyages du pape avaient relevé son comportement inhabituel lors de cette étape centro-américaine; on avait également noté que, contrairement à son habitude, le pape n'avait embrassé aucun enfant nicaraguayen. La lecture du texte ci-dessous donne peut-être une explication des choix faits ce jour-là par le pape.

Ce document de travail est, en résumé, une analyse de la nature du régime nicaraguayen issu de la révolution sandiniste de juillet 1979, et une étude des rapports de force présidant aux relations Eglise-Etat. Il définit en second lieu la stratégie que doit adopter l'Eglise pour faire face à l'ennemi principal qu'est le gouvernement sandiniste, et à l'ennemi secondaire que sont les chrétiens partisans du régime. Il précise en troisième lieu la tactique à adopter pour mettre l'Eglise en position de force: rassembler les énergies ecclésiastiques autour de la personne de Mgr Obando, archevêque de Managua, et profiter pour cela du voyage du pape.

Le lecteur pourra noter qu'à aucun moment n'apparaît une quelconque sensibilité évangélique ou un quelconque rappel des grands choix pastoraux de Medellin ou de Puebla.

Note DIAL

INTRODUCTION

L'Eglise au Nicaragua traverse une période extraordinairement difficile. Des pressions internes et externes menacent son intégrité, sa mission et son autorité, rendant par là urgente l'adoption d'une stratégie qui lui permette de relever le défi de façon appropriée. L'entreprise suppose cependant une bonne connaissance des données de base qui affectent l'Eglise. Le présent travail a pour but de clarifier des aspects qui sont fondamentaux pour la vie de l'Eglise nicaraguayenne, et de proposer quelques critères pour la recherche des solutions les meilleures.

QUELQUES CONFUSIONS HABITUELLES

La compréhension correcte des données de la situation nicaraguayenne est rendue difficile par certaines confusions très courantes dans trois domaines fondamentaux:

- A) la vraie nature du régime sandiniste;
- B) la nature des problèmes existant entre l'Eglise et l'Etat;
- C) la voie la mieux appropriée pour renforcer l'Eglise et préserver son intégrité.

Au sujet de A): on allègue parfois que le gouvernement sandiniste n'est pas marxiste-léniniste, mais un cas sui generis - et prometteur - dans lequel chrétiens et marxistes se sont unis pour la construction d'une nouvelle société.

Au sujet de B): on insinue que les tensions actuelles entre l'Eglise et l'Etat ne viennent pas d'une attitude hostile du gouvernement mais de la tendance conservatrice de certains membres de la hiérarchie, en particulier de Mgr Obando y Bravo, qui se laissent manipuler par des forces réactionnaires.

Au sujet de C): on propose une attitude de plus grande compréhension et de collaboration avec le gouvernement, en tenant compte du fait que celui-ci est disposé au dialogue et que ce sont certains prélats, en particulier -et de nouveau- Mgr Obando, qui font obstacle aux possibilités d'accord.

RÉPONSES ET ECLAIRCISSEMENTS

I- Au sujet de l'allégation selon laquelle le gouvernement sandiniste n'est pas marxiste-léniniste. Quelle est sa véritable nature?

La réponse à cette question est rendue difficile par :

- l'insistance du gouvernement à se présenter comme une révolution de type nouveau;
- la présence de prêtres au gouvernement et le soutien que lui apportent des groupes situés à l'intérieur de l'Eglise;
- des actions du gouvernement telles que la distribution de bibles dans les centres pénitentiaires.

Cependant nous trouvons deux ensembles de manifestations indiquant que le gouvernement est engagé dans le marxisme-léninisme:

1) Des déclarations faites par des leaders sandinistes et des documents de leur organisation, avant et après la victoire de la révolution, font explicitement état de la filiation marxiste-léniniste de la direction du mouvement (appendices 1 et 3).

2) Les positions pratiques prises depuis le début par le régime coïncident avec les schémas classiques de l'installation graduelle d'un gouvernement communiste. Par exemple:

- a) Identification totale entre Etat et Parti.
- b) Création d'une façade initiale de gouvernement mixte, bientôt remplacé par la domination d'un seul parti.
- c) Suspension des élections jusqu'en 1985, et affirmation qu'à l'avenir les élections ne seront plus de type bourgeois, mais le moyen d'élire les meilleurs parmi l'avant-garde révolutionnaire.

- d) Elimination progressive de la liberté d'expression. En mars 1982, suspension totale.
- e) Suspension des droits de réunion et de prosélytisme pour tous les partis, sauf le parti sandiniste.
- f) Répression contre les organisations de travailleurs non marxistes.
- g) Formation de Comités de défense révolutionnaires (CDS) dans chaque pâté de maisons, avec pour fonctions l'espionnage et la faculté d'attribuer les tickets de rationnement.
- h) Organisation de commandos de rue pour intimider les dissidents - politiques et religieux.
- i) Alignement de la politique extérieure sur celle de l'URSS. Exemples:
 - Rejet de la résolution des Nations-Unies condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan.
 - Déclaration conjointe de correspondance et de solidarité entre le Parti communiste d'URSS et le FSLN (Front sandiniste), d'avril 1980.
 - Interdiction de la visite de délégués de "Solidarité" et instruction donnée aux médias d'Etat d'éviter l'antisoviétisme dans la couverture des événements polonais.
- j) Présence cubaine dans:
 - la réforme du système d'éducation,
 - le ministère de l'intérieur,
 - l'armée,
 - l'organe étatique de télévision.
- k) Discours permanent sur la haine de classes.
- l) Traitement violent des minorités ethniques (cas des Indiens Miskitos).
- m) Adoption du "matérialisme dialectique" comme base de la science, dans les programmes de l'enseignement secondaire.
- n) Hostilité et persécution envers des secteurs de l'Eglise catholique et envers de nombreuses sectes protestantes.

Avec tous ces indices, deux questions restent encore posées.

A) La radicalisation progressive des sandinistes n'a-t-elle pas été la conséquence des pressions exercées par les Etats-Unis et autres forces adverses?

Réponse: Non.

Les pressions en question ont été utilisées comme une excuse fréquente à la répression gouvernementale. Cependant,

- la majorité des caractéristiques communistes du régime, énumérées en 2) a-n, ont pris corps dans les premiers mois de la Révolution, alors que les sandinistes bénéficiaient d'un large soutien international et que le président Carter leur fournissait une aide économique considérable;
- les leaders du FSLN étaient marxistes-léninistes dès la fondation du mouvement.

B) Si le régime sandiniste est marxiste-léniniste, comment expliquer la présence de prêtres dans le gouvernement, et des faits comme la distribution de bibles dans les prisons?

Réponses:

- Sous l'effet de ce qui est connu comme théologie de la libération, il existe des prêtres et des chrétiens qui se sont de fait convertis au marxisme, en remplaçant la croix, comme symbole rédempteur, par le fusil et le Christ par Marx (appendice 2). Les prêtres sandinistes sont au gouvernement, non parce que le régime serait d'un signe nouveau, mais fondamentalement parce qu'ils sont marxistes (appendice 2).

- Les mesures gouvernementales d'apparence chrétienne font partie d'une stratégie délibérée du gouvernement, destinée à camoufler sa véritable nature et ses objectifs. On met fréquemment en oeuvre la pratique du double langage, ainsi que les déclarations à destination de l'étranger et celles à usage intérieur. Exemples:

- 1) En France, le commandant Núñez a déclaré que le gouvernement prévoyait des élections, affirmation censurée au Nicaragua.
- 2) Des commandants sandinistes ont simultanément fait des déclarations contradictoires sur la nature du gouvernement: en Allemagne fédérale l'un a souligné son caractère démocratique, tandis qu'en Allemagne de l'Est un autre a affirmé sa nature "dialectique" et pro-marxiste (une erreur qui leur a valu une baisse de sympathie en Allemagne fédérale).

En conclusion

La radicalisation progressive des sandinistes selon un modèle totalitaire correspond, au premier degré, à la nature même du régime, à sa dynamique interne s'enracinant dans sa philosophie marxiste-léniniste, et non à l'action d'autres forces, indépendamment du rôle d'accélération ou de retardement que celles-ci peuvent jouer.

II- Au sujet de la nature des problèmes existant entre l'Eglise et l'Etat

II.1- Quelles ont été l'attitude et la politique du gouvernement vis-à-vis de l'Eglise?

En tant que régime marxiste qu'il est, le gouvernement sandiniste aspire à imposer son idéologie dans tous les domaines de la vie nicaraguayenne, tant public que privé, tant politique que religieux. Un secteur de la vie nationale qui est indépendant et générateur d'autres valeurs est toujours considéré par de tels régimes comme un obstacle dangereux.

Cependant, conscient du pouvoir et de l'enracinement de l'Eglise et de la religion chrétienne au Nicaragua, le gouvernement a élaboré une politique - une stratégie - habile et graduelle pour se les assujettir ou les liquider.

Caractéristiques de la stratégie sandiniste vis-à-vis de la religion:

A) Elle préfère éviter la confrontation directe. Un mémorandum à usage interne du FSLN (appendice 3), adressé aux responsables départementaux du parti et tombé dans le domaine public sans que le gouvernement en dénie la paternité, stipulait: "Prétendre arracher ces valeurs (religieuses) de notre peuple, si peu de temps après la révolution, nous mènerait à des conflits politiques et nous perdriions notre influence dans le peuple". Aussi la stratégie doit-elle être de préférence graduelle et indirecte.

B) Elle agit en priorité et avec plus de force contre les groupes religieux les plus faibles. Les premiers groupes religieux à être persécutés ont été les secteurs moraves de la région atlantique du pays, une zone éloignée et isolée du reste du pays. Puis c'était bientôt les occupations des temples et des locaux des Témoins de Jéhovah, des Adventistes, des Mormons, de quelques protestants, etc., sous l'accusation de liens avec la CIA.

C) Elle s'emploie à substituer à la signification religieuse des célébrations chrétiennes de nouveaux contenus de type politique entièrement sécularisés (appendice 3).

D) Le plus important: le gouvernement se sert d'un groupe à l'intérieur de l'Eglise pour la diviser et éroder son autorité et son influence. Cette tactique a été possible grâce à la présence de chrétiens qui en sont venus à identifier christianisme et marxisme. Ces groupes érodent l'Eglise et sa doctrine:

- en affirmant que la première loyauté du chrétien n'est pas envers l'Eglise mais envers la Révolution (concrètement le FSLN);
- en prétendant qu'en étant marxiste révolutionnaire on satisfait pleinement à l'exigence de la foi chrétienne;
- en diluant l'identité du Christ dans celle du guérillero politique;
- en prétendant qu'il y a deux églises, celle des pauvres - "populaire", "prolétaire" ou "révolutionnaire" - et celle des riches (dans laquelle se situe la hiérarchie);
- en lançant des campagnes de discrédit contre les évêques et les chrétiens qui ne se plient pas à leurs principes; en essayant de diviser la hiérarchie et d'isoler son pasteur principal, Mgr Obando.

Ces groupes jouent un rôle idéal dans la stratégie sandiniste car:

- ils font faire au gouvernement l'économie des coûts politiques d'une attaque frontale de l'Eglise ("Ils sont conflictuels au sein même des chrétiens", déclare la version officielle);
- ils légitiment, principalement à usage de l'étranger, la prétention qu'a le gouvernement de faire une révolution de type nouveau, alliée aux chrétiens.

E) En complément de ce qui vient d'être dit, le gouvernement restreint chaque fois plus les moyens d'expression de l'Eglise légitime (suspension de la messe télévisée de Mgr Obando, censure du journal La Prensa qui a servi de porte-parole de l'Eglise, censure et interdictions de Radio-Católica); pendant ce temps-là, il offre aux groupes de l'"église populaire" le libre accès aux médias d'Etat qui représentent 90 % de tous les moyens de communication.

F) Dernièrement,

- il porte à l'extrême les attaques contre un secteur de la hiérarchie: campagne d'injures, agressions physiques de commandos contre des évêques et des prêtres, tentative de destruction morale du porte-parole de l'évêché, le P. Bismarck Carballo, en inventant contre lui un incident scandaleux dont les médias officiels se sont fait publiquement et largement l'écho;
- il s'efforce de promouvoir certains évêques et concentre le feu sur Mgr Obando, lequel n'est pas invité aux rencontres et est présenté comme un individu intolérant et conflictuel.

II.2- Existe-t-il dans la hiérarchie ecclésiastique, particulièrement chez Mgr Obando, un préjugé de type conservateur qui l'éloigne du gouvernement et le rend manipulable par les droites?

On peut répondre par l'examen des faits.

1) Mgr Obando est un pasteur qui a, durant de longues années, travaillé parmi les paysans et les pauvres du Nicaragua. Il est personnellement un nicaraguayen typique, d'origine modeste et de race métisse, croisé d'indien et de noir.

2) Comme prêtre il a été l'un des premiers au Nicaragua à organiser des communautés paysannes dans le sens de la défense de leurs droits.

3) Le régime antérieur l'a qualifié de communiste. Sous la dictature de Somoza, après qu'il eût refusé les avances du gouvernement cherchant à ga-

gner sa sympathie grâce à des privilèges et des cadeaux, Monseigneur s'est transformé en l'une des voix les plus fortes dans la nation pour dénoncer la violation des droits de l'homme. Son attitude lui a valu de continuelles campagnes d'injures à destination de sa personne ainsi que des menaces de mort. Les sandinistes ont eux-mêmes reconnu publiquement, après la Révolution, le caractère courageux de ses prises de position.

4) Mgr Obando et les autres évêques nicaraguayens ont pris une position très progressiste par rapport au socialisme, après la révolution. Leur lettre pastorale de novembre 1979 a adopté une position davantage pro-socialiste que celle des déclarations officielles faites jusqu'à maintenant.

Si Mgr Obando n'est pas dans une ligne conservatrice, au contraire, comment expliquer le soutien qu'il a reçu des milieux patronaux?

L'archevêque de Managua a reçu le soutien des paysans, des syndicats ouvriers indépendants (Confédération des travailleurs du Nicaragua - CTN, Centrale d'unification syndicale - CUS), des partis politiques indépendants et des milieux patronaux. Tel ou tel soutien ne signifie pas que l'archevêque soit l'instrument d'intérêts politiques particuliers. Il n'y a pas de signes objectifs que ses paroles ou ses gestes soient dictés par tel groupe d'intérêts; bien au contraire, il s'est toujours distingué par son indépendance et sa résistance aux pressions, qu'elles viennent de la droite ou de la gauche. Par ailleurs, le fait du soutien des organisations patronales - lesquelles sont au Nicaragua constituées dans leur grande majorité de petits et moyens chefs d'entreprises qui se sont affrontés à l'oligarchie somoziste - doit être interprété en fonction de la réalité selon laquelle la majorité des catholiques soutiennent l'archevêque et la majorité des chefs d'entreprises sont des pères de famille catholiques.

II. 3- On prétend également que le conflit dans l'Eglise est purement politique, qu'il est le reflet des contradictions de classe ou de l'opposition entre chrétiens pauvres, révolutionnaires, et chrétiens riches, réactionnaires, attachés à leurs intérêts. A cela on ajoute l'affirmation que, à la différence des théologiens de la libération qui parlent pour les pauvres, la hiérarchie, surtout à travers Mgr Obando, parle pour les riches.

Là encore ce sont les faits qui répondent clairement.

1) Au Nicaragua, les pauvres sont massivement du côté de Mgr Obando. Personne dans le pays n'est capable d'attirer les foules que l'archevêque rassemble spontanément lors de ses apparitions en public. Conformément à une enquête effectuée par le CER (Centre d'études religieuses) en 1981, Mgr Obando est de loin l'homme le plus estimé du pays. Le sondage, sur la base de 900 personnes interrogées, fait apparaître que les sympathisants du gouvernement se réduisent à 30 % de la population.

2) La dite Eglise des pauvres, ou populaire, est composée en majorité d'une élite de théologiens et de religieux, étrangers pour la plupart et bien financés, et de quelques membres des organisations sandinistes. L'ensemble n'a rien de pauvre; au contraire, il dispose de nombreux bureaux bien équipés, de personnel à temps complet, y compris des théologiens professionnels; et il a libre accès aux médias d'Etat.

- Les occupations d'églises ont été très souvent organisées par des gens étrangers aux paroisses et sans engagements chrétiens.

- Ces groupes n'ont jamais réussi à organiser une manifestation de masse. Ils doivent monter leurs démonstrations publiques en transportant - habituellement dans des véhicules de l'Etat - des membres venant de quartiers éloignés ou d'autres villes.

II.4- Enfin on accuse Mgr Obando d'être un obstacle à l'amélioration des relations avec le régime, en raison de son attitude inflexible et de son peu de disposition au dialogue. Subtilement, quand ce n'est pas ouvertement, on insinue qu'il a été et qu'il est trop critique par rapport aux sandinistes.

Que peut-on en dire? Sinon que cela est tout simplement aussi faux que les autres accusations.

1) En effet Mgr Obando est, par tradition, un homme de dialogue. Pendant la guerre civile qui a ravagé le Nicaragua, il a organisé un comité de "Réflexion patriotique"; au prix de grandes difficultés il s'est efforcé d'apaiser les camps en conflit à négocier, à dialoguer et à parvenir à un accord qui épargnerait au pays l'immense bain de sang en cours. Par ailleurs, chaque fois que les sandinistes ont procédé à des séquestrations massives de fonctionnaires du régime de Somoza, c'est lui en personne qu'ils ont demandé comme médiateur entre la guérilla et le gouvernement, mission que l'archevêque a mené à bien.

2) C'est le gouvernement sandiniste qui ne veut pas dialoguer avec Mgr Obando. En septembre de cette année, le régime a invité tous les évêques à dialoguer, mais en excluant Mgr Obando. (Malheureusement la majorité des évêques ont assisté à cette réunion, ce qui a permis au gouvernement de dire qu'il pouvait dialoguer avec tous les évêques du Nicaragua sauf un.) La politique sandiniste actuelle est de promouvoir de nombreuses rencontres avec des membres de l'épiscopat et d'exclure systématiquement l'archevêque de Managua.

3) Quant à son attitude critique, on peut noter qu'au cours des dix premiers mois environ de révolution, il y a très peu de critiques, si même il y en a, à attribuer à Mgr Obando. Ses premières déclarations ont été des appels mesurés à ne pas utiliser la haine comme moyen politique et à ne pas sacraliser le pouvoir. Ce que l'archevêque de Managua a fondamentalement souligné c'est le droit des parents à éduquer leurs enfants selon leurs convictions; le devoir de respecter les droits de l'homme pour tous les groupes et tous les individus; et le devoir d'exercer le pouvoir de façon responsable. L'archevêque a constamment suivi les enseignements du Saint-Père relatifs à la dite église populaire, aux distorsions qui réduisent le Christ et l'évangile à une dimension purement temporelle et politique. Ce que Mgr Obando et beaucoup d'autres évêques nicaraguayens ont fait, c'est de refuser de se taire face à l'implantation progressive du totalitarisme et aux attaques contre le magistère de l'Eglise.

En conclusion

Le conflit Eglise-Etat a essentiellement sa source dans l'existence d'une stratégie gouvernementale ordonnée à l'assujettissement de l'Eglise, à l'affaiblissement de l'Evangile et au remplacement du Christ par les nouvelles divinités révolutionnaires.

Le conflit interne à l'Eglise, pour sa part, ne se situe pas entre une église des riches affrontée à une église des pauvres. Il est un conflit sur la nature de l'évangile, sur l'identité du Christ et sur la mission de l'Eglise. La division dans l'Eglise se produit inévitablement quand certains font le choix de positions pratiquement hérétiques et que d'autres demeurent fidèles à l'authentique enseignement catholique. Si quelqu'un est aujourd'hui responsable de la division de l'Eglise nicaraguayenne, ce sont les marxistes au gouvernement et leurs alliés dans l'Eglise.

III- Au sujet de la stratégie la mieux appropriée pour l'Eglise dans la conjoncture actuelle, que peut-on dire? Est-il sage de rechercher un accord avec le gouvernement en donnant plus de relief aux membres de l'Eglise les mieux acceptés des sandinistes? Est-on sûr que le gouvernement soit disposé à coopérer si l'Eglise sait choisir ses interlocuteurs et évite l'inflexibilité?

Les réponses dépendent évidemment de nombre des aspects explicités précédemment. Elles supposent également que soient corrigés divers présupposés erronés.

A) Une réalité fondamentale qui doit être parfaitement comprise

La réalité fondamentale que l'Eglise du Nicaragua et le Vatican ont à affronter en toute clarté et sans hésitation, c'est la suivante: le gouvernement sandiniste est un gouvernement marxiste-léniniste; comme tel, il est irrémédiablement ordonné à la destruction de l'Eglise qui est, par définition, un ennemi.

Cela ne signifie pas qu'il n'y ait rien à faire ni que le dialogue et l'accord soient impossibles; cela signifie que toute politique - dialogue et tout autre disposition - doit être fondée sur l'existence de cette prémisses. Toute politique qui ne tiendrait pas compte de ce fait fondamental ne serait que construction sur le sable. L'espoir que ce gouvernement marxiste sera différent ne repose sur aucune évidence réelle. Semblables expectatives ont été mises autrefois dans la Tchécoslovaquie et en Cuba, avec des résultats désastreux.

Le fait que le régime sandiniste est un ennemi signifie qu'une politique d'accommodement ne peut être couronnée de succès. Toute concession de la part de l'Eglise sera suivie d'une autre sollicitation du gouvernement, dans une spirale interminable. Car l'aspiration intrinsèque du gouvernement est le monopole total du pouvoir politique et idéologique.

L'Eglise doit dialoguer. Elle doit éviter d'irriter de façon délibérée. Il sera parfois sage de faire des concessions. Mais le fait que le gouvernement est un ennemi signifie que:

- l'Eglise ne doit pas mettre sa confiance dans le gouvernement ni prendre ses déclarations pour argent comptant;
- L'Eglise doit rechercher la façon de se renforcer et de s'unir pour maximiser sa capacité de résistance aux pressions inévitables et grandissantes en provenance du gouvernement.

B) Une stratégie basée sur le renforcement, l'unité et la fermeté a beaucoup plus de chances de réussir qu'une stratégie qui prendrait comme priorité d'être bien avec le gouvernement.

Raisons :

- 1) La religiosité catholique a été plus forte au Nicaragua que dans le reste de la région et même peut-être dans toute l'Amérique latine.
- 2) Le gouvernement sandiniste est plus faible que les autres régimes communistes. La fragile situation intérieure et extérieure l'oblige à un certain nombre de compromis.
- 3) Il existe des mouvements laïcs d'importance qui sont fidèles à l'Eglise et à l'archevêque, tels que cours de chrétienté, renouveau charismatique, catéchuménat, etc.

4) Les circonstances actuelles du pays, parmi lesquelles le défi à la foi et à l'Eglise qui est le lot des chrétiens, ont provoqué une renaissance religieuse sans précédent.

5) Mgr Obando est très populaire.

6) Les communistes cèdent, en dernier ressort, devant le courage et la fermeté; mais ils se révèlent très agressifs et en position de demandeurs quand ils flairent la faiblesse ou l'hésitation.

C) Il faut une stratégie ayant pour finalité la construction d'une Eglise avec un enseignement et un leadership

1) Un enseignement - Les confusions sur l'Evangile et la mission de l'Eglise doivent être levées avec clarté, force et spécificité.

2) Un leadership - Les tentatives marxistes et celles des partisans de l'"église populaire" destinées à séparer le peuple des évêques et les évêques entre eux doivent être contrées immédiatement et à fond. L'Eglise doit faire son unité autour de son primat, comme cela a été le cas en Pologne.

La tendance actuelle, applaudie par le gouvernement, d'organiser des dialogues avec les évêques - ensemble ou individuellement - mais à l'exclusion de Mgr Obando, a pour objectif d'isoler progressivement le leader principal de l'Eglise de Nicaragua. Le même résultat serait obtenu si l'on acceptait la demande, ou l'insinuation sandiniste, de dialoguer uniquement par le biais de certains canaux dont l'archevêque serait exclu. Institutionnaliser ce choix serait affaiblir la fonction et le rôle de l'archevêque; cela créerait de plus des tensions internes si l'on excluait de toute négociation sérieuse la principale tête de l'Eglise (président de la Conférence épiscopale).

Le gouvernement cherchera probablement à faire du chantage vis-à-vis de l'Eglise en insinuant qu'avec l'archevêque le dialogue est impossible et que, seuls, d'autres ponts peuvent permettre d'établir la communication Eglise-Etat. Si l'Eglise, dans l'union et la fermeté, exige la participation de sa plus haute autorité dans les démarches auprès de l'Etat, les sandinistes céderont. Surtout s'ils constatent que toute la communauté catholique, le Vatican en particulier, soutient résolument cette thèse et donne son appui aux évêques nicaraguayens. Le fait que les ponts soient rompus pour le dialogue est beaucoup plus dommageable aux sandinistes qu'à l'Eglise, du moins pour le moment.

D) Recommandations particulières

1) Que l'Eglise, en harmonie avec les évêques, montre clairement au gouvernement sandiniste que le centre de gravité de la communication Eglise-Etat est la personne de l'archevêque de Managua et président de la conférence épiscopale, à savoir Mgr Obando. En corollaire toute tentative de marginalisation de l'archevêque, par quelque détour que ce soit, doit être repoussée comme étant parfaitement inacceptable.

2) Que le Saint-Père inclue le Nicaragua dans sa prochaine visite en Amérique centrale (1). Ce voyage sera une excellente occasion d'encourager fraternellement l'archevêque et de lui décerner, ainsi qu'à ceux qui lui sont fidèles, reconnaissance et soutien public.

3) Planifier un cycle de réunions, à Rome ou au Nicaragua, pour que des fonctionnaires du Vatican et des catholiques ayant l'expérience de la problé-

(1) L'annonce officielle du voyage du pape au Nicaragua a été rendue publique le 6 février 1983 (NdT).

matique des pays communistes, discutent avec les évêques, les prêtres et les leaders laïcs nicaraguayens des stratégies à suivre dans la conjoncture actuelle. Ces réunions devraient servir à conseiller et à renforcer le leadership à l'intérieur de l'Eglise.

4) Le fait que le Nicaragua, objet d'une problématique si particulière et si difficile, partage un nonce avec le Honduras, pays très différent et au bord de la guerre avec le Nicaragua, conseille que soit nommé un nonce propre au Nicaragua. Pour l'Eglise, c'est un pays petit mais crucial appelant une attention exceptionnelle. Il faut qu'un nonce puisse travailler en étroite collaboration avec Mgr Obando et avec une conférence épiscopale unie. (Un nonce polonais!)

5) Que l'Eglise souligne les points précis sur lesquels la doctrine ou l'enseignement catholique fait l'objet de distorsion ou de trahison. Ces groupes doivent être dénoncés autoritairement comme opposés au magistère de l'Eglise, en désignant les individus et les organisations concrètes qui les véhiculent. Il ne suffit pas qu'un seul évêque le fasse: il faut l'action conjointe de la conférence épiscopale et du Vatican.

6) Faire que les prêtres qui sont au pouvoir renoncent à leurs charges sous peine d'excommunication ou de réduction à l'état laïc (2).

7) Les membres de l'Eglise qui travaillent à saper le leadership de Mgr Obando doivent être démis de leurs postes d'autorité institutionnelle et d'influence.

8) Encourager l'unité des mouvements laïcs sous le leadership de Mgr Obando et de la conférence épiscopale.

9) Fonder un centre d'activité théologique et d'orientation pour la recherche et la diffusion parlée ou écrite, qui puisse entrer en communication avec le public aussi bien au niveau populaire qu'au niveau universitaire, et qui bénéficie du concours des meilleurs théologiens de l'Eglise.

E) Le coût

La réalisation de l'unité de l'Eglise sera difficile car il y a des forces très puissantes qui s'y opposent. Il est évident que l'unité ne sera pas possible sans provoquer une certaine division - la division saine qui sépare ce qui est de ce qui n'est pas. Elle ne sera pas non plus possible sans l'exercice d'une certaine autorité disciplinaire, ni sans comporter le coût d'une publicité défavorable.

Ce qui est nécessaire, c'est la disposition à combattre pour vaincre.

F) L'urgence

La lettre du Saint-Père aux évêques nicaraguayens (3) signifie un renforcement extraordinaire de l'Eglise et de la hiérarchie. Le public nicaraguayen (4) l'a reçue avec joie, avec des foules dans les églises et des applaudissements interminables. Pour les groupes qui patronnent la théologie marxiste, le coup a été dur. Cependant une partie de ses effets et de ses objectifs peut être annulée si les fidèles perçoivent la désunion parmi les évêques, et si des déclarations ambiguës des uns ou des autres réavivent les

(2) C'est sans doute ce point qui est à l'origine de l'information du New York Times du 3 décembre 1982, selon laquelle le pape mettrait comme condition à son voyage la démission des prêtres du gouvernement (NdT).

(3) Cf. DIAL D 798 (NdT).

(4) On notera le langage employé: il ne s'agit pas des fidèles ou des catholiques mais du "public" (NdT).

confusions. Malheureusement, depuis quelque six mois, la conférence épiscopale n'a pas fait preuve de l'unité d'antan. Le gouvernement se vante des dialogues bilatéraux avec "les évêques progressistes" et met l'archevêque de Managua en marge des conversations. Les fidèles perçoivent une sorte d'approbation tacite, de la part de l'Eglise, de cette situation, tandis qu'ils voient Mgr Obando de plus en plus critiqué et isolé.

Il est donc urgent d'aller vite. Atermoiements, doutes et demi-mesures peuvent se révéler décisifs pour la rupture de la force de l'Eglise et pour le renforcement de la position du gouvernement vis-à-vis d'elle.

Ce qui est nécessaire de toute urgence c'est la définition d'une stratégie ferme et unitaire. Elle seule peut réussir. Si elle est adoptée, l'Eglise du Nicaragua peut avancer de façon analogue à l'Eglise de Pologne, c'est-à-dire avec des limites mais aussi avec une marge d'action et d'indépendance. Sinon, l'Eglise du Nicaragua suivra le chemin de l'Eglise en Tchécoslovaquie, laquelle est virtuellement étranglée.

SIGNIFICATION DE LA SITUATION NICARAGUAYENNE

La situation de l'Eglise du Nicaragua doit bénéficier d'une haute priorité. Les yeux du continent sont tournés vers elle. Ceux des marxistes, ceux des théologiens "de la libération - marxistes" et ceux des catholiques fidèles. Pour les premiers c'est un laboratoire permettant de vérifier comment marxistes et chrétiens peuvent travailler ensemble - aux dépens de l'Eglise institutionnelle. Pour les derniers ce sera la démonstration de la façon dont l'Eglise et les chrétiens peuvent faire face à une situation dans laquelle un gouvernement marxiste, avec un secteur d'Eglise qui est son allié, s'emploie à la saper par tous les moyens. Ce qui sera appris et obtenu au Nicaragua servira de programme pour de nombreuses autres occasions qui, sans aucun doute, se répéteront. La santé et l'action du corps du Christ, pour les années à venir, dépendent en grande partie de la réponse qu'apportera l'Eglise catholique au monde.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441